

### PUBLICATIONS DU CHATEFP

#### OUVRAGES SIGNALÉS.

**Robert Gildea, Comment sont-ils devenus Résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance (1940-1945), Editions des Arènes, 2017**

Ils sont Français catholiques, protestants, juifs, communistes, gaullistes, pétainistes antiallemands, simples citoyens français de la zone libre ou de la zone occupée mais aussi des colonies... Ils sont étrangers : Espagnols, Polonais, Italiens, Allemands antinazis, agents britanniques et américains. Ils ne sont pas forcément entrés en résistance pour les mêmes raisons, mais ensemble, ils forment la longue liste des Combattants de l'ombre. Ce livre est le fruit de plus de dix ans de recherches et d'enquêtes conduites en France par l'historien britannique Robert Gildea. Pour la première fois, l'histoire de la Résistance est racontée du point de vue des résistants eux-mêmes. Sur une trame chronologique, l'auteur passe en revue l'ensemble des groupes types de résistants, et illustre son propos par de nombreux témoignages.

**Sous la direction scientifique de Maurice Vaïsse et Hervé Magro, Dans les Archives secrètes du Quai d'Orsay. L'engagement de la France dans le monde. 8 mai 1945-11 septembre 2001, L'Iconoclaste, Paris 2017**

Pour la première fois, le Quai d'Orsay ouvre ses archives les plus récentes, de 1945 aux attentats du 11 septembre 2001. En quelques décennies, le monde a profondément changé : Guerre froide, décolonisation,

### DOCUMENTS : REGARD SUR LE PASSÉ

L'heure des peuples

Le Temps, n°20665 du 3 février 1918

M. Albert THOMAS, parlant récemment à Bordeaux à une réunion organisée par la fédération socialiste de la Gironde, a trouvé une formule assez impressionnante en apparence. Insistant sur la nécessité de l'affirmation des forces démocratiques dans une politique « d'activité continue et d'audace intelligente », l'ancien ministre de l'armement s'est écrié « L'heure des peuples est venue, l'heure des peuples qui sauront vouloir et vaincre. » L'expression a été aussitôt reprise par les journaux du parti unifié qui s'empressent de développer l'idée dans le sens que l'on devine. L'agitation ouvrière en Autriche-Hongrie et en Allemagne, dont nul ne songe à méconnaître la réalité, mais dont il serait dangereux pour la cause, générale des alliés, d'escompter dès à présent le caractère et les effets, sert de thème à des commentaires qui tendent surtout, semble-t-il, à engager la « classe ouvrière » française à réclamer le droit d'être représentée directement aux « délégations de paix ». On distingue ainsi que l'extrême gauche voudrait faire admettre que « l'heure des peuples », ne peut être que l'heure du socialisme international, et que c'est par l'action des organisations révolutionnaires que la volonté nationale devrait se traduire efficacement pour hâter, une solution de la guerre conforme aux conceptions socialistes. C'est l'éternelle imposture par laquelle les collectivistes prétendent se faire accepter comme porte-parole de toute la démocratie. C'est par cette duperie qu'ils espèrent exercer une pression décisive sur les gouvernements responsables et se substituer à eux pour le règlement final du conflit des nations. Parti de classe, animé de l'esprit de classe et résumant tous ses moyens dans la lutte des classes, le socialisme veut soumettre à son humiliante tutelle toutes les forces régulières dont la libre expression constitue la sûre garantie de la dignité de la vie nationale. Ainsi le maximalisme russe, minorité agissante, terrorise un peuple immense par des procédés qui répugnent aux pires tyrannies. Alors qu'il proclame sa volonté de libérer les peuples, il méconnaît et persécute tout ce qui ne s'incline pas devant son tragique idéal. Il se dresse contre le pays en une attitude d'opresseur pour lequel le recours à la violence est le suprême argument ; il s'acharne à la destruction de toute liberté. L'expérience russe nous prouve, une fois de plus, que l'heure de la révolte et de l'anarchie ne saurait être l'heure des peuples. La démocratie ne peut exister que par l'équilibre des forces morales et matérielles de la nation. Sa puissance est dans l'harmonieux ensemble de toutes les énergies

recomposition en Europe de l'Est, essor de l'Asie, instabilité au Moyen-Orient... Dans le chaos des événements, les diplomates font entendre leurs voix. A coup de télégrammes, notes et instructions, ils témoignent, analysent, incarnent la France. Heure par heure, ils racontent l'entrée des chars dans Budapest, la folie meurtrière des Khmers rouges, les premiers coups de pioche dans le mur de Berlin, la libération de Nelson Mandela. Ils signalent dès 1971, le retour de l'islam en Turquie et dévoilent les échanges les plus secrets entre les puissants. Un livre pour comprendre ce demi-siècle qui est le nôtre, éclairer le présent et ouvrir l'avenir.

**Pascal Ory, Peuple souverain. De la révolution populaire à la radicalité populiste, le débat Gallimard, 2017.**

Le populisme est une idéologie de synthèse qui permet à la droite de trouver le chemin des classes populaires en adoptant un style de gauche ; la radicalité est une mythologie qui rapproche les extrêmes dans un rejet commun de la réforme et du compromis et facilite, le cas échéant, la circulation de l'un à l'autre. Dans certaines conditions de température et de pression politiques la radicalité de gauche ou la radicalité populiste peuvent accéder au pouvoir. Elles en font alors- dans cet « alors » se niche l'Histoire- un usage qui satisfera, en proportions variées, le goût de l'absolu qui anime les radicaux et la servitude volontaire qui anime les populistes. On appelle ça une catastrophe.

**Maëlezig Bigi, Olivier Cousin, Dominique Méda, Laetitia Sibaud, Michel Wieviorka, Travailler au XXIe siècle. Des salariés en quête de reconnaissance, Robert Laffont, 2015**

Le travail est-il un instrument d'aliénation ou de progrès, Dans un contexte de crise permanente, dont les grands marqueurs sont le chômage de masse, la pénibilité et la perte de sens,

individuelles, dont le plein épanouissement sert tout naturellement le bien général. Il n'y a pas de « classes » sociales là où chacun peut s'élever par son propre effort, où l'homme libre s'affirme dans la nation libre. C'est pourquoi tout ce qui tend à isoler des éléments sociaux déterminés pour les dresser systématiquement contre tous les autres constitue une réaction contre le progrès humain. Que le marxisme préconise la lutte des classes, il ne faut pas s'en étonner, car il procède essentiellement de cette mentalité allemande qui demeure profondément imprégnée du vieil esprit féodal. C'est par là, surtout, qu'il est haïssable et contredit le véritable esprit de perfectionnement social. Si l'on avait l'insigne faiblesse d'admettre un seul instant que la « classe ouvrière », par l'action concertée du « prolétariat organisé » puisse intervenir directement dans les négociations de paix et exercer une pression sur les gouvernements en vue de la conclusion d'une paix de parti, les nations seraient délibérément sacrifiées et la volonté des peuples serait perfidement méconnue. Le parti socialiste ne représente pas plus toute la soi-disant « classe ouvrière » que celle-ci ne représente toute la nation. Il est sans mandat et sans autorité pour jouer un rôle qui ne saurait être celui d'un parti politique, quel qu'il soit, et qui n'appartient qu'à la nation représentée dans son ensemble et au nom de laquelle agissent les gouvernements responsables. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, il y a là une réalité contre laquelle aucune prétention révolutionnaire et internationaliste ne saurait prévaloir. L'heure des peuples, nous la connaissons bien depuis quarante-deux mois, depuis le jour où la guerre nous fut imposée par des puissances de proie. C'est l'heure où la nation entière, d'un même élan, s'est dressée pour la défense de la patrie, pour la sauvegarde de sa dignité et de ses intérêts, admirable de vaillance et d'abnégation dans sa volonté de demeurer elle-même. L'heure des peuples, ce fut celle où des millions d'hommes se sont levés pour la défense du droit et de la liberté dans le monde ; ce fut l'heure où se forgea, par le sacrifice librement consenti, la gloire impérissable de la Marne, de l'Yser et de Verdun. L'heure des peuples sera encore celle où nos armes victorieuses décideront de la paix juste et durable que nous devons, au souvenir de nos morts, que nous devons à l'espoir de nos enfants. L'heure des peuples ne sera jamais l'heure des défaillances et des abdications et ils trompent les peuples comme ils se trompent eux-mêmes ceux qui voudraient tenter de fausser les destinées du monde en substituant la passion des foules à la volonté des nations.

**Des Rapports entre Travail et Capital  
Le Populaire, N° 5471 du 6 Février 1938**

Depuis que le Parti socialiste n'est plus représenté au gouvernement j'ai entendu des camarades exprimer la crainte que notre propagande soit rendue plus difficile. Cette crainte, je la partage pas; je suis même convaincu que si nos militants savent tirer parti de l'œuvre réformatrice considérable

le travail peut-il encore être une expérience heureuse ?

Tandis que s'effacent les repères de l'ère industrielle (organisation « scientifique » de la production, poids politique de la classe ouvrière), *Travailler au XXI<sup>e</sup> siècle* donne la parole aux salariés et revisite le concept classique de reconnaissance. Comment le travail, au-delà de sa dimension lucrative, peut-il être source de prestige et de gratification personnelle ? Forts de trois ans d'enquête et d'entretiens avec des salariés, des syndicalistes et des cadres dirigeants, les auteurs explorent la réalité complexe du monde de l'entreprise aujourd'hui en France et montrent les vertus de la reconnaissance au travail

**Sous la direction de Sylvie Brodziak et Samuel Tomei, Dictionnaire Clemenceau, Robert Laffont, 2017**

« Le tombeur des ministères », « le Tigre », « le premier flic de France », « le Père la Victoire »... Que de qualificatifs pour un seul homme ! Il est vrai que la carrière politique de Georges Clemenceau fut longue et traverse les grands moments de l'histoire de France et de l'Europe. Commencée sous le Second Empire, elle s'est achevée quelques jours avant les prémices du premier grand choc économique du XX<sup>e</sup> siècle : la crise de 1929. Captif dans Paris assiégé en 1870, maire de Montmartre au début de la Commune, puis député, sénateur avant de devenir ministre de l'Intérieur, et président du Conseil par deux fois, Georges Clemenceau n'a pas été un homme politique comme les autres. Passionnément aimé et admiré par les uns, violemment contesté et haï par les autres, souvent solitaire, il n'a cessé de lutter pour construire la république dont il rêvait. Toujours en mouvement, refusant la médiocrité, Clemenceau préférait la rébellion à la compromission. Insolent et frondeur, il le fut tout autant dans sa vie privée. Ses aventures amoureuses furent nombreuses - il épousa une

accomplie par le premier gouvernement Léon BLUM, notre propagande gagnera en clarté et en force, surtout dans les milieux ouvriers et paysans. Nous ne dirons jamais trop que le premier gouvernement de Front Populaire a fait adopter par le Parlement des lois ouvrières et sociales qui placent la France à la tête de tous les États, sans en excepter aucun. Le prolétariat français est le seul à posséder un régime où la durée du travail est limitée à quarante heures par semaine; le prolétariat français est le seul à bénéficier d'une loi sur les congés payés, accompagnée de décrets contenant des garanties aussi sérieuses. Le prolétariat français est, non pas le seul, mais celui qui, à la suite d'une grande victoire politique, a été doté d'une loi sur les conventions collectives qui l'ont fait entrer le plus rapidement, j'allais dire le plus brusquement dans une ère d'organisation des rapports entre employeurs et employés, entre patrons et ouvriers. Voilà les principaux titres de gloire du Parti socialiste français après son premier passage au pouvoir. Non seulement le pouvoir ne lui a donc pas fait peur mais il l'a exercé en collaboration avec des radicaux et des républicains parce qu'il ne pouvait pas en être autrement, avec une volonté réalisatrice sans exemple et sans qu'elle ait été un instant, et de l'intérieur du gouvernement, combattue ou mise en échec. Mais les anciens ministres socialistes sont les premiers à reconnaître que leur œuvre est restée inachevée. Il faut la poursuivre, la compléter. Tel est, semble-t-il, l'objectif des auteurs des six projets de loi qui forment, au dire du président CHAUTEMPS, le statut modéré du travail. A la vérité ils constituent, dans l'ensemble, un pas en avant dans la voie de l'organisation des rapports entre le patronat et le salariat et je n'hésite pas à dire que je les considère comme un progrès important. Pour un socialiste il n'y a réforme réelle, progrès véritable que quand il y a au moins une parcelle de libération. C'est précisément ce qui caractérise l'œuvre réformatrice du gouvernement Léon BLUM et j'affirme que les projets actuellement en discussion à la Commission du Travail ont aussi cette valeur. Aussi, ai-je regretté vivement la condamnation sommaire, facile mais injuste qu'a formulé contre eux, la semaine dernière, le plus important syndicat ouvrier de la Seine. Sans en connaître le texte, il les a rejetés. Tout autre est la position prise par la Confédération générale du Travail dont l'opinion vient d'être exprimée par son secrétaire général, Léon JOUHAUX, devant la Commission du Travail de la Chambre. Tout en approuvant l'esprit qui inspire ces projets, il a fait sur certaines dispositions de sérieuses réserves. Il ne faut pas en être surpris et d'ailleurs, le président CHAUTEMPS a déclaré que ses projets peuvent subir des modifications. Le point essentiel sur lequel je crois avoir appelé l'attention de nos camarades est le suivant : je le répète, les projets formant le statut du travail constituent-ils un progrès ? Je n'hésite pas à répondre, me plaçant au point de vue ouvrier et socialiste : Oui ! Et voici mes raisons. D'abord vous remarquerez que la Confédération générale du patronat est hostile à ces projets, comme elle repoussa toujours tout projet tendant à accorder aux travailleurs un droit nouveau ou un accroissement de

Américaine puis divorça - ses amitiés et ses inimitiés longues et fidèles. Animé de passions multiples, il fut tour à tour journaliste, critique dramatique, écrivain, esthète, mécène, collectionneur, jardinier...

Ce Dictionnaire révèle les innombrables facettes d'un personnage à la destinée hors du commun. Il permet aussi de mieux comprendre l'action d'un homme d'État qui occupe une place de premier plan dans l'histoire de notre pays.

#### A lire dans les Revues

-----  
***Merci de nous faire part de vos suggestions. Vous pouvez également nous transmettre des documents.***  
-----

#### **Contacts :**

*Cheikh Lo*

tél : 01 44 38 35 39 – courriel :  
[cheikh.lo@travail.gouv.fr](mailto:cheikh.lo@travail.gouv.fr)

***Directrice de la publication :***  
*Agnès Jeannet*

---

#### ***Pour en savoir plus :***

<http://travail-emploi.gouv.fr/ministere/acteurs/instances-rattachees/article/chatefp-comite-d-histoire-des-administrations-chargees-du-travail-de-l-emploi>

*Paco intranet :*

<https://paco.intranet.social.gouv.fr/transverse/ministeres-sociaux/CHATEFP/Pages/default.aspx>

*Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle*  
39-43, quai André Citroën  
75739 Paris cedex 15  
tél : 01 44 38 35 48  
[comite.histoire@travail.gouv.fr](mailto:comite.histoire@travail.gouv.fr)

droit déjà reconnu. Puis et ceci est la raison capitale, il ne faut pas oublier que le monde économique est encore en pleine crise et que dans cet état le prolétariat offre toujours une capacité de résistance moindre qu'en période de prospérité. C'est en effet, surtout quand les affaires marchent mal, que les travailleurs ont besoin de l'aide, de la protection légale. S'ils sont livrés à eux-mêmes, le patronat exploitant la situation difficile du moment, ils risquent de perdre la partie, même si leur effort est prolongé ou héroïque. J'ai entendu invoquer contre les projets gouvernementaux la liberté ouvrière, l'action ouvrière qui ne veut accepter aucune entrave ! Mais du côté du patronat les mêmes arguments se retrouvent. Toujours, à toutes les époques, pour combattre les vraies réformes, la classe capitaliste leva l'étendard de la liberté, ou plus exactement de sa liberté, négation de la liberté ouvrière. Or, il faut comprendre que depuis la législation ouvrière et sociale du premier gouvernement de Front Populaire, nous sommes entrés dans la voie de l'organisation des rapports entre le patronat et le salariat. Est-ce à dire que nous ne voyons plus l'opposition fondamentale des intérêts de ces deux classes, que nous croyons à une harmonie sociale sortant des projets de M. CHAITEMPS ? Nullement. Nous savons bien que les intérêts ouvriers et patronaux continueront de s'affronter, de se heurter parfois, après comme avant ces projets devenus lois. Mais le résultat de leur opposition sera surtout moins défavorable aux ouvriers qu'aux patrons avec le statut du travail. En un mot ils ont plus à y gagner qu'à y perdre. Bien entendu, pour arriver à cette conclusion, il ne faut pas examiner le problème avec les yeux de celui qui ne voit le retour d'un gouvernement de Front Populaire qu'après une suite de crises ministérielles voulues, recherchées par nous, ou avec les yeux de celui qui se fait le fossoyeur du Rassemblement populaire pour pouvoir crier : vive le Front Révolutionnaire ! Et qui ne s'aperçoit pas que dans ce Front il est tout seul !

**Jean LEBAS**

**Ministre du Travail du premier Gouvernement de Front Populaire**

**Ministre des P.T.T. du second Gouvernement de Front Populaire**

